



CDEN du 30 janvier 2017

Monsieur le préfet,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Zéro poste pour le 1^{er} degré aveyronnais...
Tel sera le niveau de la dernière dotation pour le département d'un gouvernement ayant fait de la priorité pour le primaire le grand leitmotiv de ses cinq années au pouvoir.

Une fois encore, il ne sera pas nécessaire de se perdre en conjectures pour savoir où implanter cette dotation nulle, ni même espérer pouvoir faire l'école autrement, en s'appuyant sur un investissement à la hauteur des promesses et des besoins et en mesure de combler le retard pointé par l'OCDE.

Non... pas dans le département de l'Aveyron en tout cas. Nous sommes toujours dans l'attente des créations de postes destinés à améliorer les conditions d'exercice et d'apprentissage au quotidien, ceux-là même que nous pouvions espérer dans le cadre de la priorité annoncée à l'éducation.

Ces emplois auraient pu servir dans notre département à abaisser les effectifs par classe, à abonder les RASED, à doter en nombre suffisant les écoles de dispositifs « *scolarisation des moins de 3 ans* » et « *plus de maîtres que de classes* » sur lesquels la ministre s'était engagée, et qui ne sont aujourd'hui créés que dans une très faible mesure, à garantir des départs en stages de formation continue, la liste est incomplète...

A bien comprendre, notre département souffre de perdre des élèves : juste 267, la belle affaire ! Même pas un élève par école...
Quand, dans le même temps, l'offre d'emploi diminue, les entreprises ferment, les régions s'agrandissent, l'emploi public se délocalise et que tout cela mis ensemble pèse fortement sur nos bassins de vie et d'éducation.

Depuis cinq ans, il est devenu coutumier de quantifier les dotations en postes en comparaison de ce que nous aurions dû rendre « *au titre de la baisse démographique* », permettant ainsi de s'autosatisfaire d'une dotation nulle, plus avantageuse au final qu'un retrait de postes.

Même un enfant de 4 ans ne serait pas dupe du stratagème et comprendrait qu'une dotation en bonbons de ce niveau-là ne lui apporterait pas entière satisfaction...

Devons-nous donc considérer qu'en ne nous donnant rien, le gouvernement nous donne quelque chose puisqu'il aurait pu nous en reprendre plus ?

Dans une période électorale, où, de surcroît, il vaut mieux éviter toute agitation sociale, cette annulation de l'ardoise n'est pas pour la FSU, en lien avec la convention rurale, mais bien une manoeuvre destinée à étouffer tout mouvement social.

En feignant de prendre en considération les spécificités territoriales, en actant le principe de la dérogation à la règle générale, en engageant à grande échelle les départements dans une démarche contractuelle avec les élus locaux et en leur faisant prendre la responsabilité de la restructuration du maillage des écoles, c'est l'avenir de l'école rurale qui est gagé.

Le SNUipp-FSU, avec la FSU s'oppose à ces conventions et demande une politique nationale ambitieuse pour l'école rurale.

Nous alertons sur ces restructurations à grande échelle qui, en plus de faire le lit de l'école privée, aboutiront à terme à une fragilisation du service public d'éducation de proximité et, plus globalement, qui concourront au sentiment d'abandon exprimé par de nombreux citoyens exclus de l'équité d'accès aux services publics.

Pour le SNUipp-FSU et la FSU, le principal levier pour améliorer nos conditions de travail et faire réussir tous nos élèves reste la baisse des effectifs sur l'ensemble du territoire.

Dans le contexte de crise économique et social actuel, il est plus que jamais urgent de consacrer les moyens nécessaires à la réussite des élèves.